

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/206576]

21 DECEMBRE 2016. — Décret portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Les aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance*

Section 1<sup>ère</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1<sup>o</sup> un porteur de projet : une personne physique, ou un groupe de personnes physiques, qui

a) soit présente un projet, qui a été mis au point ou dont les principes ont été élaborés par une personne physique ou un groupe de personnes physiques, susceptible d'entraîner la création d'une entreprise en Région wallonne dans tout secteur d'activité à l'exclusion des secteurs exclus par le règlement (UE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*, ci-après dénommé « le règlement *de minimis* »;

b) soit présente un projet de reprise d'une micro, petite ou moyenne entreprise dont le siège d'exploitation, à savoir, l'unité d'établissement telle que visée à l'article I.2, 16<sup>o</sup>, du Code de droit économique, ci-après dénommé « le siège d'exploitation » est situé sur le territoire de la Région wallonne;

c) n'exerce pas d'activités relevant des secteurs ou parties de secteurs exclus par le Gouvernement;

d) n'a pas la qualité d'indépendant à titre principal;

2<sup>o</sup> une entreprise : toute personne physique ou morale, indépendamment de sa forme juridique, exerçant une activité économique, étant précisé que, conformément au règlement *de minimis*, toutes les entités contrôlées par la même entité sont considérées comme constituant une entreprise unique, qui :

a) est, à l'exception des personnes physiques, une micro, petite ou moyenne entreprise telle que visée à l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité;

b) a, à compter de la date d'introduction de la demande d'aide, un siège d'exploitation principal situé en région wallonne; le siège d'exploitation principal étant celui qui, au sein de l'ensemble de l'entreprise, emploie le plus de travailleurs;

c) satisfait aux dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité ainsi que vis-à-vis des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales ou s'engage à se mettre en règle dans les délais fixés par l'administration compétente;

d) ne relève pas des secteurs exclus prévus par le règlement *de minimis*, sauf exception déterminée par le Gouvernement;

e) n'a pas de dette exigible envers la Région wallonne ou une personne morale subventionnée par la Région wallonne sauf si elle bénéficie d'un plan d'apurement dûment respecté;

f) ne fait pas l'objet d'une injonction de récupération suivant une décision de la Commission européenne déclarant des aides illégales et incompatibles avec le marché commun;

3<sup>o</sup> une microentreprise : toute entreprise qui occupe moins de dix personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 2.000.000 euros, les calculs éventuels de ces données suivant les modalités prévues par l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité;

4<sup>o</sup> une starter : toute entreprise immatriculée à la Banque-carrefour des Entreprises depuis moins de cinq ans au moment de la création du portefeuille électronique au nom de l'entreprise sur la plateforme Portefeuille P.M.E., qui n'est pas issue d'une concentration, à l'exclusion des entreprises ayant repris des activités exercées précédemment par une autre entreprise;

5<sup>o</sup> un année : la période entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre;

6<sup>o</sup> la plateforme web : l'application web dédiée à la gestion du portefeuille d'aides électronique, qui est accessible par le biais du site web géré selon les modalités déterminées par le Gouvernement;

7<sup>o</sup> un prestataire de services : une personne physique avec un numéro d'entreprise ou une personne morale qui est labellisé ou agréé pour la prestation de services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, conformément aux dispositions fixées par ou en vertu du présent décret;

8<sup>o</sup> les trajectoires de croissance d'une entreprise : les trajectoires d'orientation et de réorientation d'une entreprise réalisée dans le but d'en accélérer la croissance;

9<sup>o</sup> la B.D.S.A. portefeuille Entrepreneuriat et Croissance : la banque de données issues de sources authentiques, liée au portefeuille électronique organisé par la section 2 du présent chapitre, telle que définie à l'article 2, 2<sup>o</sup>, de l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative, dénommé ci-après « l'accord de coopération »;

10<sup>o</sup> une donnée à caractère personnel : une donnée telle que définie par l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

11<sup>o</sup> une donnée transversale : une donnée utilisée ou utilisable par plusieurs dispositifs;

12<sup>o</sup> une donnée spécifique : une donnée utilisée ou utilisable par un seul dispositif;

13<sup>o</sup> un participant à la B.D.S.A. portefeuille Entrepreneuriat et Croissance : toute autorité publique de la Région wallonne, identifiée par le Gouvernement, qui met une ou plusieurs sources authentiques ou sources de données à disposition de la B.D.S.A. portefeuille Entrepreneuriat et Croissance;

14° le gestionnaire : le service que le Gouvernement identifie pour gérer la B.D.S.A. portefeuille Entrepreneuriat et Croissance.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, une association sans but lucratif n'est pas considérée comme une entreprise au sens du présent décret. Le Gouvernement peut cependant autoriser, selon les critères et modalités qu'il détermine, les associations sans but lucratif à caractère économique à bénéficier du présent dispositif.

§ 2. Une personne physique, ou un groupe de personnes physiques, qui crée et développe une activité économique en bénéficiant d'un accompagnement individualisé et de services mutualisés mis en œuvre par une structure juridique avec laquelle un contrat de travail a été établi ou au sein de laquelle la ou les personnes peuvent devenir associés, est également considérée comme porteur de projet.

§ 3. Le Gouvernement peut :

1° préciser la notion de porteur de projet;

2° adapter les critères de définition de l'entreprise en vue d'assurer la conformité du présent décret aux règles communautaires adoptées au titre des dispositions prévues aux articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

3° déterminer les critères des trajectoires de croissance d'une entreprise et organiser les modalités de contrôle de l'atteinte de ces critères par une entreprise;

4° préciser les critères d'éligibilité des entreprises.

**Art. 2.** Le Gouvernement détermine les modalités permettant d'attester, le cas échéant automatiquement, qu'une micro, petite ou moyenne entreprise répond à la notion d'entreprise lors de l'introduction d'une demande d'aide.

L'entreprise est dispensée de transmettre les données nécessaires pour attester de son statut si les données sont accessibles au travers de sources authentiques.

#### Section 2. — Portefeuille d'aides

**Art. 3.** Un portefeuille électronique est créé au nom du porteur de projet ou de l'entreprise lors de la première demande d'aide afin de permettre le traitement électronique de ces demandes.

Le portefeuille électronique est un moyen de paiement électronique dématérialisé servant à rémunérer, au travers de chèques électroniques, des services effectués par des prestataires de services en vue de promouvoir l'entrepreneuriat ou la croissance, c'est-à-dire en vue de générer une valeur ajoutée pour l'économie wallonne, notamment en termes de création ou de maintien d'emplois en Région wallonne ou en terme de développement de la production de bien ou de service localisée en Région wallonne ou en terme d'innovation.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Les aides du portefeuille électronique du porteur de projet sont organisées autour des piliers de services suivants promouvant l'entrepreneuriat et la croissance :

1° formation : la formation suivie par le porteur de projet auprès d'un prestataire de services, visant exclusivement ou principalement à améliorer le fonctionnement actuel ou futur du porteur de projet et ayant pour objet les processus-clés relatifs au développement d'un projet;

2° conseils : les conseils délivrés par un prestataire de services, visant exclusivement ou principalement à :

a) aider le porteur de projet à mieux définir son projet;

b) à déterminer la faisabilité du projet.

3° coaching : une forme d'accompagnement du porteur de projet assurée par un prestataire de service visant à améliorer l'efficacité personnelle du porteur de projet ou d'un groupe de personnes portant un projet.

Les conseils visés au 2° peuvent être :

1° des conseils et recommandations écrits, composés d'une analyse de la problématique, d'un conseil, d'un plan de mise en œuvre et de l'accompagnement à la mise en œuvre du plan;

2° des conseils et recommandations écrits visant à identifier, cartographier et examiner des opportunités et solutions relatives au projet.

§ 2. Les aides du portefeuille électronique de l'entreprise sont organisées autour des piliers de services suivants promouvant l'entrepreneuriat et la croissance :

1° formation : la formation suivie par les travailleurs dans l'entreprise ou le dirigeant d'entreprise auprès d'un prestataire de services, visant exclusivement ou principalement à améliorer le fonctionnement actuel ou futur de l'entreprise et ayant pour objet les processus-clés de l'entreprise;

2° conseils : les conseils délivrés par un prestataire de services, visant exclusivement ou principalement à :

a) aider l'entreprise à mieux définir son projet;

b) à déterminer la faisabilité du projet;

c) à améliorer le fonctionnement actuel ou futur de l'entreprise;

3° coaching : une forme d'accompagnement de l'entreprise assurée par un prestataire de service visant à améliorer l'efficacité personnelle du travailleur ou d'un groupe de travailleurs.

Les conseils visés au 2° peuvent être :

1° des conseils et recommandations écrits, composés d'une analyse de la problématique, d'un conseil, d'un plan de mise en œuvre et de l'accompagnement à la mise en œuvre du plan;

2° des conseils et recommandations écrits visant à identifier, cartographier et examiner des opportunités et solutions relatives au fonctionnement de l'entreprise;

3° une activité d'étude d'un prestataire de service ayant pour but de fournir des savoirs à l'entreprise en réponse à une demande spécifique de connaissance technologique relative à un produit, processus ou service, réalisant ainsi un transfert de connaissances en matière d'innovation dont l'entreprise ne dispose pas actuellement, ou qu'elle maîtrise insuffisamment.

§ 3. Le Gouvernement peut préciser la définition des piliers de services promouvant l'entrepreneuriat et la croissance pour les porteurs de projets et pour les entreprises.

§ 4. Toute aide octroyée en vertu du présent décret figure dans les comptes annuels de l'entreprise.

*Section 3. — Montant et intensité des aides.*

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Le règlement de minimis s'applique aux aides du portefeuille électronique, sauf pour les aides du présent décret qui ne sont pas visées par ledit règlement.

Le Gouvernement peut adapter la référence au règlement de minimis, en vue d'assurer la conformité du présent décret aux règles communautaires adoptées au titre des dispositions prévues aux articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

§ 2. Le Gouvernement informe le porteur de projet ou l'entreprise du caractère de minimis des aides du portefeuille électronique qui tombent sous le champ d'application de ce Règlement.

Tant qu'une source authentique de données sur les aides de minimis n'est pas instituée, l'entreprise ou le porteur de projet fournit au Gouvernement, selon les modalités qu'il détermine, des informations complètes sur les aides de minimis, autres que celle visée par le présent décret, qu'elle a reçues.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Les aides du portefeuille électronique sont octroyées sous la forme d'une subvention, calculée comme un pourcentage des coûts admissibles, hors taxe sur la valeur ajoutée, des services promouvant l'entrepreneuriat et la croissance.

Les coûts relatifs aux prestations ou services suivants ne sont pas admissibles :

1° la rémunération de prestations fournies par le porteur de projet ou le personnel de l'entreprise ou d'autres membres de l'entreprise, ou la rémunération de produits ou services que le porteur de projet ou l'entreprise vend à ses propres clients;

2° les services légalement obligatoires;

3° les conseils de nature permanente ou périodique, tels que les conseils fiscaux de routine, les services réguliers sur le plan juridique ainsi que les conseils de routine en matière de sélection et de recrutement du personnel ou la publicité;

4° les conseils et services relatifs à la recherche ou l'octroi de subventions;

5° les conseils non spécialisés.

Le Gouvernement détermine :

1° les types de coûts admissibles pour les piliers du portefeuille électronique du porteur de projet et pour celui de l'entreprise;

2° les coûts admissibles identiques qui peuvent être récurrents ou non, ainsi que les délais entre ces mêmes services;

3° la durée dans laquelle la prestation de service doit être réalisée.

§ 2. Sauf exception déterminée par le Gouvernement lorsque le montant de l'aide est inférieur à dix mille euros, l'aide s'élève à maximum quatre-vingt pourcent du montant des coûts admissibles.

Le Gouvernement détermine le pourcentage de l'aide pour chaque coût admissible et peut adapter ce pourcentage, pour les entreprises, aux conditions suivantes :

1° il s'agit d'une starter, d'une microentreprise, d'une petite ou de moyenne entreprise;

2° l'entreprise a une trajectoire de croissance;

3° en fonction des priorités de la politique économique.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Le montant maximal octroyé à un porteur de projet pour la réalisation de services sur trois années est de 37.500 euros, ce montant étant réparti, par le Gouvernement, sur les piliers du portefeuille électronique.

Le Gouvernement peut indexer le montant maximal visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, en tenant compte des chiffres de l'index des prix à la consommation.

Le Gouvernement peut également octroyer un montant complémentaire, d'un montant maximum de 6.000 euros, à un porteur de projet s'il est déterminant pour la création effective de l'entreprise.

§ 2. Pour chaque coût admissible, le Gouvernement détermine le montant maximal de la subvention octroyée.

En outre, le Gouvernement précise le montant maximal des subventions octroyées par année à une entreprise ainsi que la répartition de ce montant sur les piliers du portefeuille électronique, ce montant pouvant être ventilé sur les différentes demandes introduites sur la même année.

Le Gouvernement peut adapter le montant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour l'entreprise, aux conditions suivantes :

1° il s'agit d'une starter, d'une microentreprise, d'une petite ou de moyenne entreprise;

2° l'entreprise a une trajectoire de croissance;

3° en fonction des priorités de la politique économique.

Le Gouvernement peut réduire le montant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> en fonction de ses priorités politiques.

**Art. 8.** L'aide attribuée dans le cadre du présent décret n'est pas cumulable avec une autre aide, quels qu'en soient la source, la forme et le but, concernant les mêmes coûts admissibles si, par ce cumul, les plafonds déterminés conformément aux règles de cumul du règlement *de minimis* étaient dépassés.

Les aides prévues par le présent décret peuvent être cumulées avec les incitants provenant des Fonds structurels et d'investissement européens.

**Art. 9. § 1<sup>er</sup>.** Sauf exception fixée par le Gouvernement, l'entreprise dont l'activité principale à la date d'introduction de la demande d'aide relève des domaines visés par le Gouvernement est éligible aux aides du portefeuille électronique.

L'activité principale est l'activité qui est enregistrée comme activité dans la Banque-Carrefour des Entreprises et qui génère la majeure partie du chiffre d'affaires.

§ 2. Le Gouvernement précise les secteurs ou parties de secteurs qui sont admis au bénéfice des aides du présent décret.

*Section 4. — Labellisation ou agrément des prestataires de services*

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Pour pouvoir réaliser une ou plusieurs prestations visées par le portefeuille électronique, un prestataire de services est labellisé ou, à défaut, agréé.

Le Gouvernement peut réserver certaines prestations à des prestataires de services spécifiques ou uniquement personnes physiques établies en qualité de prestataires de services.

§ 2. Le Gouvernement détermine les conditions, critères, dispenses et modalités de labellisation des prestataires de services.

Dans ce cadre, le Gouvernement peut agréer et subventionner, selon les modalités qu'il détermine, un centre de référence chargé de l'assister dans la labellisation des prestataires de services.

Un groupe, rassemblé ou non au sein d'une même structure juridique, de prestataires de services peut être labellisé lorsqu'il offre un ensemble de services promouvant l'entrepreneuriat et la croissance.

§ 3. Dans les cas déterminés et selon les modalités fixées par le Gouvernement, des prestataires de services sont agréés pour un ou plusieurs services du portefeuille électronique.

L'agrément est équivalent à la labellisation visée au paragraphe 2.

**Art. 11.** Les prestataires de services labellisés ou agréés sont enregistrés sur la plateforme web selon les modalités fixées par le Gouvernement.

*Section 5. — Procédure*

**Art. 12.** Le Gouvernement détermine le contenu de la demande d'aide, les modalités de traitement électronique de l'aide et de son paiement.

*Section 6. — Contrôle et recouvrement*

**Art. 13.** Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 10 à 250 euros ou d'une de ces peines seulement ceux qui mettent obstacle à la mission des agents chargés du contrôle du présent décret et de ses arrêtés d'exécution ou qui fournissent volontairement des renseignements ou documents inexacts ou incomplets.

**Art. 14.** En cas de non-respect des obligations édictées par ou en vertu du présent décret et sans préjudice des dispositions du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, le Gouvernement peut, selon les modalités qu'il détermine :

1° suspendre la demande d'aide pendant un délai permettant à l'entreprise ou au porteur de projet de se conformer aux obligations non rencontrées;

2° refuser ou annuler l'aide demandée;

3° rapporter tout ou partie de l'aide proportionnellement aux infractions constatées, en ce compris si l'aide n'a pas généré une valeur ajoutée pour l'économie wallonne;

4° retirer la décision d'octroi de l'aide et demander à l'entreprise ou au porteur de projet le remboursement de tout ou partie de celle-ci;

5° exclure le porteur de projet, l'entreprise ou le prestataire de services du portefeuille électronique pendant une durée déterminée;

6° retirer la labellisation ou l'agrément du prestataire de services;

7° exclure l'entreprise de toute action collective organisée par l'autorité subsidiante jusqu'à remboursement de l'aide.

Le Gouvernement détermine les conditions et modalités du contrôle et fixe la procédure de récupération de l'aide indûment liquidée.

Les services du Gouvernement wallon ou les organismes d'intérêt public qui en dépendent ainsi que les sociétés de droit public que le Gouvernement désigne, récupèrent par toutes voies de droit.

**Art. 15.** L'aide n'est pas octroyée ou est remboursée :

1° en cas de faillite, de dissolution, de mise en liquidation volontaire ou judiciaire de l'entreprise ou d'ouverture d'une procédure de réorganisation judiciaire telle qu'organisée par la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises;

2° en cas de fourniture, sciemment ou non, par l'entreprise ou le promoteur de renseignements inexacts ou incomplets, quel qu'ait été l'effet de ces renseignements sur le montant de l'aide, sans préjudice des poursuites pénales applicables aux personnes ayant fourni ces renseignements;

3° en cas de délocalisation totale ou partielle de l'activité vers l'étranger par l'entreprise, dans les trois ans après le versement de l'aide, entraînant une réduction ou une cessation des activités en Région wallonne.

**Art. 16.** Le Gouvernement peut déroger à l'article 15 en maintenant l'aide :

1° dans le cas où le non-respect par le porteur de projet ou l'entreprise des conditions prescrites par ou en vertu du présent décret est dû à des circonstances étrangères à celui qui les invoque, anormales et imprévisibles, dont les conséquences n'ont pu être évitées, malgré toutes les diligences déployées;

2° dans les cas de fusion ou scission de société, d'apport d'universalité ou de branche d'activité, de cession d'universalité ou de branche d'activité, visés au livre XI du code des sociétés, ainsi que dans les cas visés par la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises, si l'activité économique de l'entreprise est poursuivie en Région wallonne et si la nouvelle entité est une entreprise au sens de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°;

3° dans les cas où les faits donnant lieu à restitution ne trouvent pas leur origine dans une faute ou un acte volontaire du porteur de projet, de l'entreprise ou de ses actionnaires, en limitant, le remboursement des subventions selon les critères qu'il détermine;

4° en renonçant à tout ou partie du remboursement de l'aide lorsque le coût lié à la récupération de celle-ci est supérieur à son montant.

**Art. 17.** Les agents des Services du Gouvernement ou des organismes d'intérêt public désignés par le Gouvernement contrôlent l'application et le respect du présent décret et de ses mesures d'exécution.

**Art. 18.** Le Gouvernement remet, annuellement, après avis du Conseil économique et social de Wallonie, au Parlement wallon un rapport quantitatif et qualitatif sur l'exécution du présent décret.

Tous les trois ans, le Gouvernement procède, via l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, à une évaluation externe du présent décret, dont les résultats sont communiqués au Parlement wallon et au Conseil économique et social de Wallonie.

CHAPITRE II. — *La banque de données de sources authentiques portefeuille intégré d'aides en Région, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance*

*Section 1<sup>ère</sup>. — Les généralités*

**Art. 19.** Conformément à l'article 7, § 2, de l'accord de coopération du 23 mai 2013, la B.D.S.A. portefeuille Entrepreneuriat et Croissance est créée.

**Art. 20.** La B.D.S.A. portefeuille Entrepreneuriat et Croissance a, pour finalités de :

- 1° constituer un inventaire complet et détaillé du portefeuille d'aides aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des prestations ou des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance;
- 2° fournir des services à valeur ajoutée alimentant ou exploitant les données de cet inventaire.

La B.D.S.A. portefeuille Entrepreneuriat et Croissance :

- 1° réduit les charges administratives dans le cadre du présent décret;
- 2° fournit une aide à la gestion du portefeuille Entrepreneuriat et Croissance;
- 3° fournit une aide au pilotage et à l'évaluation des différentes mesures en matière du portefeuille Entrepreneuriat et Croissance;
- 4° dispose de données homogènes pour produire des analyses statistiques relatives au portefeuille Entrepreneuriat et Croissance;
- 5° est un point d'entrée ou de sortie unique à tout accès aux sources authentiques entrant dans le périmètre de la B.D.S.A. portefeuille Entrepreneuriat et Croissance;
- 6° permet aux organismes chargés de l'accompagnement des porteurs de projets et des entreprises, d'améliorer leurs services d'appui et d'accompagnement par une meilleure connaissance des aides octroyées aux porteurs de projets ou aux entreprises.

**Art. 21.** Le présent chapitre s'applique à tout participant à la B.D.S.A. portefeuille Entrepreneuriat et Croissance ainsi qu'à tout porteur de projet, entreprise ou prestataire de service tels que définis à l'article 1<sup>er</sup>.

*Section 2. — Les données gérées et les missions du gestionnaire de la B.D.S.A. portefeuille Entrepreneuriat et Croissance*

**Art. 22.** Pour l'exécution de ses missions, le gestionnaire de la B.D.S.A. portefeuille Entrepreneuriat et Croissance, dénommé ci-après « le gestionnaire », utilise le numéro de registre national et le numéro d'identification de la Banque-Carrefour des Entreprises visé par le livre III du Code de droit économique.

**Art. 23.** Le gestionnaire créé pour son propre compte des données transversales ou authentiques relatives au portefeuille Entrepreneuriat et Croissance.

Le gestionnaire, pour ce qui concerne les données transversales ou authentiques qu'il crée, agit en qualité de responsable de traitement au sens de la législation vie privée.

**Art. 24.** Les données gérées concernent le portefeuille Entrepreneuriat et Croissance et comprennent, celles relatives à :

- 1° l'introduction d'une demande, tels que les thématiques concernées, la date de demande ou la décision;
- 2° la labellisation ou l'agrément des prestataires de services, tel que le type de décision, la date de début de prise d'effet ou la date de fin de validité;
- 3° les aides octroyées, tels que le type de services, la période couverte, le montant octroyé;
- 4° l'identification des porteurs de projets, telle que les coordonnées, la date de début et de fin éventuelle du portefeuille électronique;
- 5° l'identification des entreprises, telle que le numéro B.C.E., le nom de la société, son statut social, l'administrateur, le siège social, les unités d'établissement;
- 6° l'identification des prestataires de services, tels que le numéro B.C.E., le nom de la société, son statut social, l'administrateur, le siège social, les unités d'établissement, les aides perçues.

**Art. 25.** Le gestionnaire, en qualité de point de sortie unique, communique, dans le respect des dispositions de l'accord de coopération du 23 mai 2013, les données relatives à la B.D.S.A. portefeuille Entrepreneuriat et Croissance aux autorités publiques qui en font la demande.

**Art. 26.** Le gestionnaire est informé en cas de modifications du présent décret qui ont un impact sur les données.

Le gestionnaire peut rendre un avis consultatif dans les trente jours à partir de la date de la réception du dossier complet.

**Art. 27.** Le gestionnaire peut fournir aux autorités publiques des services supplémentaires tels que l'agrégation, la consolidation, le codage ou l'anonymisation de données issues ou non de sources authentiques.

**Art. 28.** Le Gouvernement détermine les modalités de collaboration et de concertation du gestionnaire avec les participants à la B.D.S.A. portefeuille Entrepreneuriat et Croissance en ce qui concerne sa gestion stratégique et opérationnelle.

**Art. 29.** Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue annuellement au gestionnaire les moyens nécessaires à la gestion de la B.D.S.A. portefeuille Entrepreneuriat et Croissance.

Les moyens couvrent :

- 1° les frais de personnel;
- 2° les frais de fonctionnement, en ce compris les frais liés aux développements et à l'exploitation informatique spécifique.



## Section 3. — Protection des données à caractère personnel

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. Les données traitées ne peuvent pas être conservées pour une durée supérieure à dix années à dater de la collecte.

§ 2. Le gestionnaire conserve le registre d'accès aux données pour une période de dix années.

Le Gouvernement peut préciser les modalités de conservation des données.

§ 3. Les délais prévus aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 sont suspendus en cas d'action judiciaire ou administrative concernant des données traitées par le gestionnaire jusqu'à ce que les voies de recours soient éteintes.

§ 4. Les données rendues anonymes ne sont pas visées par les paragraphes 1 à 3.

**Art. 31.** Toute personne qui, en raison de ses fonctions, participe à la collecte, à la consultation, à la communication, à l'utilisation ou à tout autre traitement de données, qui, en vertu de dispositions légales ou réglementaires, sont couvertes par le secret professionnel, respecte ces dispositions légales ou réglementaires dans le cadre du traitement de ces données.

Toute personne qui, au sein des participants au portefeuille Entrepreneuriat et Croissance ou du gestionnaire, participe, en raison de ses fonctions, à la collecte, à la consultation, à la communication, à l'utilisation ou à tout autre traitement de données via le réseau des participants ou du gestionnaire, est tenue au maintien du caractère confidentiel des données.

## CHAPITRE III. — Dispositions modificatives

**Art. 32.** L'article 8 du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises est abrogé.

**Art. 33.** Dans le même décret, l'article 9, modifié par le décret du 10 décembre 2009, est abrogé.

## CHAPITRE IV. — Dispositions finales

**Art. 34.** Le décret du 11 juillet 2002 relatif à l'octroi d'une prime à l'intégration de l'e-Business dans les petites et moyennes entreprises, modifié par le décret du 20 juillet 2005 et l'arrêté du Gouvernement du 9 février 2006, est abrogé.

**Art. 35.** Le décret du 15 juillet 2008 relatif au soutien à la création d'activités au travers des bourses de préactivité et au soutien à l'innovation des entreprises au moyen des bourses innovation, modifié en dernier lieu par le décret du 17 décembre 2015, est abrogé.

**Art. 36.** Toutes les aides octroyées avant l'entrée en vigueur du présent décret dans le cadre des décrets visés aux articles 32, 33, 34 et 35, restent soumises aux décrets visés dans les articles 32, 33, 34 et 35.

**Art. 37.** Par dérogation à l'article 10, les prestataires de services agréés, labellisés ou reconnus dans le cadre des décrets visés aux articles 33, 34 et 35, ou par des organismes publics pour des services repris dans le portefeuille intégré d'aides demeurent agréés, labellisés ou reconnus pendant la durée transitoire fixée par le Gouvernement.

**Art. 38.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2017.

Le Gouvernement peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour chacune de ses dispositions.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 21 décembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,

P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,  
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,  
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

(1) Session 2016-2017.

Documents du Parlement wallon, 630 (2016-2017) N<sup>os</sup> 1 à 6.

Compte rendu intégral, séance plénière du 21 décembre 2016.

Discussion.

Vote.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/206576]

**21. DEZEMBER 2016 — Dekret zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Die Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region*

*Abschnitt 1 — Definitionen*

**Artikel 1 - § 1.** Zwecks der Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse gelten folgende Definitionen:

1° Projektträger: eine natürliche Person oder eine Gruppe von natürlichen Personen, die

a) entweder ein Projekt vorlegt, das von einer natürlichen Person oder einer Gruppe von natürlichen Personen entwickelt wurde, oder dessen Grundsätze von einer natürlichen Person oder einer Gruppe von natürlichen Personen ausgearbeitet wurden, und das zur Gründung eines Unternehmens in der Wallonischen Region führen könnte, dies in jedem Tätigkeitsbereich mit Ausnahme der Bereiche, die durch die Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen, nachstehend *De-minimis*-Verordnung genannt, ausgeschlossen sind;

b) oder ein Projekt zur Übernahme eines Kleinst-, eines kleinen oder eines mittleren Unternehmens vorlegt, dessen Betriebsitz, d.h. die Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2 Ziffer 16 des Wirtschaftsgesetzbuches, nachstehend "Betriebssitz" genannt, in der Wallonischen Region gelegen ist;

c) keine Tätigkeiten in von der Regierung ausgeschlossenen Bereichen oder Teilbereichen ausübt;

d) nicht hauptberuflich Selbständige(r) ist (sind);

2° Unternehmen: jede natürliche oder juristische Person, unabhängig von ihrer Rechtsform, die eine wirtschaftliche Tätigkeit ausübt, wobei zu berücksichtigen ist, dass gemäß der *De-minimis*-Verordnung alle Einheiten, die von ein und derselben Einheit kontrolliert werden, als ein einziges Unternehmen angesehen werden, und die:

a) abgesehen von den natürlichen Personen, ein Kleinst-, kleines oder mittleres Unternehmen ist im Sinne der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

b) ab dem Datum der Einreichung des Beihilfeantrags einen Hauptbetriebssitz hat, der sich in der Wallonischen Region befindet; als Hauptbetriebssitz gilt derjenige, der innerhalb des ganzen Unternehmens die meisten Arbeitnehmer beschäftigt;

c) den gesetzlichen Bestimmungen, die auf die Ausübung ihrer Aktivität anwendbar sind, sowie den sozialen, steuerrechtlichen und umweltrechtlichen Vorschriften und Regelungen genügt, oder sich verpflichtet, ihnen innerhalb der von der zuständigen Behörde festgelegten Fristen nachzukommen;

d) keinem der nach der *De-minimis*-Verordnung ausgeschlossenen Bereiche angehört, außer bei von der Regierung festgelegten Ausnahmen;

e) gegenüber der Wallonischen Region oder einer von der Wallonischen Region bezuschussten juristischen Person keine fällige Schuld hat, außer wenn sie einen Bereinigungsplan in Anspruch nimmt, den sie ordnungsgemäß einhält;

f) nicht Gegenstand einer Anordnung zur Rückerstattung gemäß einer Entscheidung der Europäischen Kommission ist, die Beihilfen für illegal und nicht mit dem gemeinsamen Markt vereinbar erklärt;

3° Kleinstunternehmen: jedes Unternehmen mit weniger als zehn Beschäftigten und maximal 2.000.000 Euro Jahresumsatz oder Jahresbilanzsumme, wobei diese Angaben gegebenenfalls nach den Bestimmungen berechnet werden, die in Anhang I der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union festgelegt sind;

4° "Starter"-Unternehmen: jedes Unternehmen, das zum Zeitpunkt der Schaffung des elektronischen Portfolios im Namen des Unternehmens auf der Plattform Portfolio KMU seit weniger als fünf Jahren bei der zentralen Datenbank der Unternehmen registriert ist, und das nicht das Ergebnis eines Zusammenschlusses ist, unter Ausschluss der Unternehmen, die Tätigkeiten übernommen haben, die bisher von einem anderen Unternehmen ausgeübt wurden;

5° Jahr: der Zeitraum zwischen dem 1. Januar und dem 31. Dezember;

6° Internetplattform: die webbasierte, für die Verwaltung des elektronischen Beihilfenportfolios zweckbestimmte Anwendung, die über die nach von der Regierung festgelegten Bestimmungen geführte Website zugänglich ist;

7° Diensteanbieter: eine für die Erbringung von Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums gemäß den durch oder kraft des vorliegenden Dekrets festgelegten Bestimmungen zertifizierte oder zugelassene natürliche Person mit einer Unternehmensnummer oder juristische Person;

8° Wachstumsverläufe eines Unternehmens: die Orientierungs- und Neuorientierungspfade eines Unternehmens mit dem Ziel, dessen Wachstum zu beschleunigen;

9° DBAQ Portfolio Unternehmertum und Wachstum: die Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit dem durch den Abschnitt 2 des vorliegenden Kapitels organisierten elektronischen Portfolios im Sinne von Artikel 2 Ziffer 2 des Kooperationsabkommens vom 23. Mai 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft über die Entwicklung einer gemeinsamen Initiative in Sachen Datenaustausch und über die gemeinsame Verwaltung dieser Initiative, nachstehend "Kooperationsabkommen" genannt;

10° personenbezogene Daten: Daten im Sinne von Artikel 1 § 1 des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten;

11° Querschnittsdaten: Daten, die durch mehrere Regelungen verwendet werden oder verwendbar sind;

12° spezifische Daten, die durch eine einzige Regelung verwendet werden oder verwendbar sind;

13° Teilnehmer an der DBAQ Portfolio Unternehmertum und Wachstum: jede von der Regierung identifizierte öffentliche Behörde der Wallonischen Region, die eine oder mehrere authentische Quellen oder Datenquellen der DBAQ Portfolio Unternehmertum und Wachstum zur Verfügung stellt;

14° Betreiber: die von der Regierung zur Verwaltung der DBAQ Portfolio Unternehmertum und Wachstum identifizierte Dienststelle.

In Abweichung von Absatz 1 Ziffer 2 gilt eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht nicht als Unternehmen im Sinne des vorliegenden Dekrets. Nach von ihr festgelegten Kriterien und Bestimmungen kann die Regierung den Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht mit wirtschaftlichem Charakter jedoch erlauben, die vorliegende Regelung in Anspruch zu nehmen.

§ 2. Eine natürliche Person, oder eine Gruppe von natürlichen Personen, die eine wirtschaftliche Tätigkeit schafft und entwickelt, wobei sie in den Genuss einer individualisierten Betreuung und gemeinschaftlich angebotener Dienstleistungen kommt, die durch eine juristische Struktur zur Verfügung gestellt werden, mit der ein Arbeitsvertrag abgeschlossen worden ist, oder innerhalb deren die Person(en) Gesellschafter werden kann (können), wird ebenfalls als Projektträger betrachtet.

§ 3. Die Regierung kann:

1° den Begriff des Projektträgers näher bestimmen;

2° die Bestimmungskriterien des Unternehmens anpassen, um die Übereinstimmung des vorliegenden Dekrets mit den gemeinschaftlichen Regeln, die kraft der in Artikel 107 und 108 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft vorgesehenen Bestimmungen verabschiedet werden, zu gewährleisten;

3° die Kriterien der Wachstumsverläufe eines Unternehmens bestimmen und die Modalitäten für die Kontrolle, dass ein Unternehmen diese Kriterien erfüllt, organisieren;

4° die Zulässigkeitskriterien der Unternehmen bestimmen.

**Art. 2 -** Die Regierung bestimmt die Modalitäten, auf deren Grundlage ggf. auf automatische Weise bescheinigt werden kann, dass ein Kleinst-, kleines oder mittleres Unternehmen zum Zeitpunkt des Einreichens eines Beihilfeantrags dem Begriff des Unternehmens entspricht.

Das Unternehmen wird davon befreit, die zur Bescheinigung seines Status notwendigen Daten zu übermitteln, wenn diese Daten über authentische Quellen zugänglich sind.

#### *Abschnitt 2 — Beihilfenportfolio*

**Art. 3 -** Bei dem ersten Antrag auf Beihilfe im Namen des Projektträgers oder des Unternehmens wird ein elektronisches Portfolio geschaffen, um die elektronische Bearbeitung dieser Anträge zu ermöglichen.

Bei dem elektronischen Portfolio handelt es sich um ein entmaterialisiertes, elektronisches Zahlungsmittel, das dazu dient, mittels elektronischer Schecks Dienstleistungen zu entlohnen, die von Diensteanbietern erbracht worden sind, um das Unternehmertum und das Wachstum zu fördern, d.h. um für die wallonische Wirtschaft einen Mehrwert zu schaffen, insbesondere hinsichtlich der Schaffung oder der Aufrechterhaltung von Arbeitsstellen in der Wallonischen Region, oder der Entwicklung der Produktion von in der Wallonischen Region lokalisierten Waren und Dienstleistungen, oder in Sachen Innovation.

**Art. 4 - § 1.** Die Beihilfen des elektronischen Portfolios des Projektträgers beruhen auf den folgenden drei Pfeilern für Dienste, die zur Förderung des Unternehmertums und des Wachstums beitragen:

1° Ausbildung: die Ausbildung, an welcher der Projektträger bei einem Diensteanbieter teilnimmt, die ausschließlich oder hauptsächlich darauf abzielt, die gegenwärtige oder künftige Funktionsweise des Projektträgers zu verbessern, und die Schlüsselprozesse in Bezug auf die Entwicklung eines Projekts zum Gegenstand hat;

2° Beratung: die Beratung durch einen Diensteanbieter, die ausschließlich oder hauptsächlich darauf abzielt,

a) den Projektträger bei der Bestimmung seines Projekts zu unterstützen;

b) die Machbarkeit des Projekts zu bestimmen.

3° Coaching: eine Form der Betreuung des Projektträgers durch einen Diensteanbieter, die darauf abzielt, die persönliche Effizienz des Projektträgers oder einer Gruppe von Personen, die ein Projekt umzusetzen beabsichtigen, zu verbessern.

Die Beratung nach Ziffer 2 kann

1° in schriftlichen Beratungshinweisen und Empfehlungen bestehen, die eine Analyse der Problematik, einen Ratschlag, einen Umsetzungsplan und die Betreuung zwecks der Umsetzung des Plans umfassen;

2° in schriftlichen Beratungshinweisen und Empfehlungen zwecks der Identifizierung, Kartografie und Untersuchung der Möglichkeiten und Lösungen in Bezug auf das Projekt bestehen.

§ 2. Die Beihilfen des elektronischen Portfolios des Unternehmens beruhen auf den folgenden Pfeilern für Dienste, die zur Förderung des Unternehmertums und des Wachstums beitragen:

1° Ausbildung: die Ausbildung, an welcher die Arbeitnehmer oder der Leiter des Unternehmens bei einem Diensteanbieter teilnehmen, die ausschließlich oder hauptsächlich darauf abzielt, die gegenwärtige oder künftige Funktionsweise des Unternehmens zu verbessern, und die Schlüsselprozesse des Unternehmens zum Gegenstand hat;

2° Beratung: die Beratung durch einen Diensteanbieter, die ausschließlich oder hauptsächlich darauf abzielt,

a) das Unternehmen bei der genaueren Bestimmung seines Projekts zu unterstützen;

b) die Machbarkeit des Projekts zu bestimmen;

c) die gegenwärtige oder künftige Funktionsweise des Unternehmens zu verbessern;

3° Coaching: eine Form der Betreuung des Unternehmens durch einen Diensteanbieter, die darauf abzielt, die persönliche Effizienz des Arbeitnehmers oder einer Gruppe von Arbeitnehmern zu verbessern.

Die Beratung nach Ziffer 2 kann

1° in schriftlichen Beratungshinweisen und Empfehlungen bestehen, die eine Analyse der Problematik, einen Ratschlag, einen Umsetzungsplan und die Betreuung zwecks der Umsetzung des Plans umfassen;

2° in schriftlichen Beratungshinweisen und Empfehlungen zwecks der Identifizierung, Kartografie und Untersuchung der Möglichkeiten und Lösungen in Bezug auf die Funktionsweise des Unternehmens bestehen;

3° eine Forschungstätigkeit seitens eines Diensteanbieters sein, deren Ziel es ist, dem Unternehmen als Antwort auf eine bestimmte Nachfrage nach technologischem Wissen Know-how über ein Produkt, ein Verfahren oder eine Dienstleistung zu übermitteln, was zu einem Wissenstransfer in Sachen Innovation im Bereich von Kenntnissen führt, über die das Unternehmen gegenwärtig nicht verfügt, oder die es nur beschränkt beherrscht.



§ 3. Die Regierung kann die Pfeiler hinsichtlich der Dienste zur Förderung des Unternehmertums und des Wachstums für die Projektträger und für die Unternehmen näher bestimmen.

§ 4. Jede kraft des vorliegenden Dekrets gewährte Beihilfe erscheint in dem Jahresabschluss des Unternehmens.

#### Abschnitt 3 — Höhe und Intensität der Beihilfen

**Art. 5 - § 1.** Die *De-minimis*-Verordnung ist auf die Beihilfen des elektronischen Portfolios anwendbar, mit Ausnahme derjenigen Beihilfen des vorliegenden Dekrets, die nicht unter diese Verordnung fallen.

Die Regierung kann die Bezugnahme auf die *De-minimis*-Verordnung anpassen, um die Übereinstimmung des vorliegenden Dekrets mit den gemeinschaftlichen Regeln, die kraft der in Artikel 107 und 108 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft vorgesehenen Bestimmungen verabschiedet worden sind, zu gewährleisten.

§ 2. Die Regierung informiert den Projektträger oder das Unternehmen über den *De-minimis*-Charakter der Beihilfen des elektronischen Portfolios, die in den Anwendungsbereich dieser Verordnung fallen.

Solange keine authentische Datenquelle über die *De-minimis*-Beihilfen eingerichtet worden ist, teilt das Unternehmen oder der Projektträger der Regierung nach von Letzterer festgelegten Modalitäten vollständige Informationen mit über die anderen von ihm empfangenen *De-minimis*-Beihilfen als diejenigen, die Gegenstand vorliegenden Dekrets sind.

**Art. 6 - § 1.** Die Beihilfen des elektronischen Portfolios werden in der Form einer Subvention gewährt, die als Prozentsatz der zulässigen Kosten (außer Mehrwertsteuer) für die Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums und des Wachstums berechnet wird.

Die Kosten für die folgenden Leistungen oder Dienste sind nicht zulässig:

1° das Entgelt für Leistungen, die vom Projektträger oder vom Personal des Unternehmens oder von anderen Mitgliedern des Unternehmens erbracht werden, oder das Entgelt für Produkte oder Dienstleistungen, die der Projektträger oder das Unternehmen seinen eigenen Kunden verkauft;

2° gesetzlich vorgeschriebene Dienstleistungen;

3° eine ständige oder regelmäßige Beratungsleistung, wie etwa routinemäßige Steuerberatung, regelmäßige Rechtsberatung, oder Beratung in Sachen Personalauswahl und -einstellung oder Werbung;

4° Beratung und Dienstleistungen in Bezug auf die Suche nach oder die Gewährung von Subventionen;

5° nicht spezialisierte Beratung.

Die Regierung bestimmt:

1° die Arten der zulässigen Kosten für die Pfeiler des elektronischen Portfolios des Projektträgers und des Unternehmens;

2° die gleichen, wiederkehrenden oder nicht wiederkehrenden, zulässigen Kosten, sowie die Fristen zwischen diesen gleichen Dienstleistungen;

3° die Frist, innerhalb deren die Dienstleistung erbracht werden muss.

§ 2. Außer im Falle einer von der Regierung festgelegten Ausnahme wenn die Höhe der Beihilfe zehntausend Euro unterschreitet, beläuft sich die Beihilfe auf höchstens achtzig Prozent des Betrags der zulässigen Kosten.

Die Regierung bestimmt den jeweiligen Prozentsatz der Beihilfe für alle zulässigen Kosten und kann, was die Unternehmen betrifft, diesen Prozentsatz an folgende Bedingungen anpassen:

1° es handelt sich um ein "Starter"-Unternehmen, ein Kleinunternehmen, ein kleines oder ein mittleres Unternehmen;

2° das Unternehmen weist einen Wachstumsverlauf auf;

3° je nach den wirtschaftspolitischen Prioritäten.

**Art. 7 - § 1.** Der Höchstbetrag, der einem Projektträger für die Durchführung von Diensten über drei Jahre gezahlt wird, beläuft sich auf 37.500 Euro. Die Regierung verteilt diesen Betrag über die Pfeiler des elektronischen Portfolios.

Die Regierung kann den Höchstbetrag nach Absatz 1 unter Berücksichtigung des Index der Verbraucherpreise indexieren.

Die Regierung kann ebenfalls einen zusätzlichen Höchstbetrag von 6000 Euro gewähren; dieser Betrag geht zugunsten eines Projektträgers, wenn er für die effektive Gründung des Unternehmens entscheidend ist.

§ 2. Die Regierung bestimmt den Höchstbetrag der gewährten Subvention für jede zulässige Ausgabe.

Darüber hinaus bestimmt die Regierung den Höchstbetrag der Subventionen, die pro Jahr einem Unternehmen gewährt werden, sowie die Verteilung dieses Betrags über die Pfeiler des elektronischen Portfolios, wobei dieser Betrag über die verschiedenen, im selben Jahr eingereichten Anträge verteilt werden kann.

Für die Unternehmen kann die Regierung den Betrag nach Absatz 1 an folgende Bedingungen anpassen:

1° es handelt sich um ein "Starter"-Unternehmen, ein Kleinunternehmen, ein kleines oder ein mittleres Unternehmen;

2° das Unternehmen weist einen Wachstumsverlauf auf;

3° je nach den wirtschaftspolitischen Prioritäten.

Die Regierung kann den Betrag nach Absatz 1 aufgrund ihrer politischen Prioritäten verringern.

**Art. 8 -** Die im Rahmen des vorliegenden Dekrets gewährte Beihilfe darf nicht zusammen mit einer anderen Beihilfe für dieselben zulässigen Kosten bezogen werden, was ihre Quelle, ihre Form und ihr Ziel auch sein mag, wenn diese Kumulierung zur Überschreitung der nach den Regeln für die Kumulierung von Beihilfen gemäß der *De-minimis*-Verordnung bestimmten Höchstbeträge für Beihilfen führt.

Die in vorliegendem Dekret vorgesehenen Beihilfen dürfen mit den aus den europäischen Struktur- und Investitionsfonds stammenden Anreizen zusammen bezogen werden.

**Art. 9 - § 1.** Außer bei einer von der Regierung festgelegten Ausnahme kann das Unternehmen, dessen Haupttätigkeit am Datum der Einreichung des Antrags zu den von der Regierung ausgewiesenen Bereichen zählt, auf die Beihilfen des elektronischen Portfolios Anspruch haben.

Als Haupttätigkeit gilt diejenige, die in der Zentralen Datenbank der Unternehmen als Tätigkeit registriert ist, und die für den größten Teil des Umsatzes verantwortlich ist.

§ 2. Die Regierung bestimmt die Bereiche oder Teilbereiche, für welche die Beihilfen des vorliegenden Dekrets gewährt werden können.

*Abschnitt 4 — Zertifizierung oder Zulassung der Diensteanbieter*

**Art. 10 - § 1.** Um eine oder mehrere Leistungen durchführen zu können, auf die das elektronische Portfolio Anwendung findet, wird ein Diensteanbieter zertifiziert, oder, mangels dessen, zugelassen.

Die Regierung kann bestimmte Leistungen Anbietern von spezifischen Diensten oder ausschließlich natürlichen Personen, die als Diensteanbieter niedergelassen sind, vorbehalten.

§ 2. Die Regierung bestimmt die Bedingungen, Kriterien, Ausnahmen und Modalitäten für die Zertifizierung der Diensteanbieter.

In diesem Rahmen kann die Regierung nach von ihr festgelegten Modalitäten ein Referenzzentrum zulassen und bezuschussen, das damit beauftragt wird, sie bei der Zertifizierung der Diensteanbieter zu unterstützen.

Eine innerhalb ein und derselben Rechtsstruktur zusammengeschlossene oder nicht zusammengeschlossene Gruppe von Diensteanbietern kann zertifiziert werden, wenn sie ein Paket von Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums und des Wachstums anbietet.

§ 3. In den von der Regierung bestimmten Fällen und nach von ihr festgelegten Modalitäten werden Diensteanbieter für eine oder mehrere Dienste des elektronischen Portfolios zugelassen.

Die Zulassung ist mit der Zertifizierung nach Paragraph 2 gleichwertig.

**Art. 11 -** Die zertifizierten oder zugelassenen Diensteanbieter werden nach von der Regierung festgelegten Modalitäten auf der Internetplattform registriert.

*Abschnitt 5 — Verfahren*

**Art. 12 -** Die Regierung bestimmt den Inhalt des Beihilfeantrags, die Modalitäten für die elektronische Verarbeitung und für die Zahlung der Beihilfe.

*Abschnitt 6 — Kontrolle und Beitreibung*

**Art. 13 -** Wer sich der Arbeit der mit der Kontrolle des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse beauftragten Bediensteten widersetzt, oder vorsätzlich falsche oder unvollständige Angaben oder Dokumente mitteilt, wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu drei Jahren und einer Geldbuße von 10 bis zu 250 Euro oder mit nur einer dieser Strafen bestraft.

**Art. 14 -** Bei Nichtbeachtung der sich aus oder kraft des vorliegenden Dekrets ergebenden Pflichten und unbeschadet der Bestimmungen des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten kann die Regierung nach von ihr festgelegten Modalitäten:

1° den Beihilfeantrag während eines Zeitraums aussetzen, der es dem Unternehmen oder dem Projektträger ermöglicht, den nicht eingehaltenen Verpflichtungen nachzukommen;

2° die beantragte Beihilfe verweigern oder streichen;

3° die Gesamtheit oder einen Teil der Beihilfe im Verhältnis mit den festgestellten Verstößen widerrufen, einschließlich wenn die Beihilfe keinen Mehrwert für die wallonische Wirtschaft geschaffen hat;

4° den Beschluss zur Gewährung der Beihilfe entziehen und von dem Unternehmen oder Projektträger die Rückzahlung der Gesamtheit oder eines Teils dieser Beihilfe verlangen;

5° den Projektträger, das Unternehmen oder den Diensteanbieter während einer bestimmten Zeit vom elektronischen Portfolio ausschließen;

6° die Zertifizierung oder die Zulassung des Diensteanbieters entziehen;

7° das Unternehmen von jeder von der bezuschussenden Behörde organisierten kollektiven Aktion ausschließen.

Die Regierung bestimmt die Bedingungen und Modalitäten für die Kontrolle und legt das Verfahren zur Beitreibung der unrechtmäßig gezahlten Beihilfe fest.

Die Dienststellen der Wallonischen Regierung oder die von ihr abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses sowie die von der Regierung bestimmten öffentlich-rechtlichen Gesellschaften nehmen die Beitreibung mit allen rechtlichen Mitteln vor.

**Art. 15 -** Die Beihilfe wird nicht gewährt oder wird erstattet:

1° bei Konkurs, Auflösung, freiwilliger oder gerichtlicher Liquidation des Unternehmens oder Einleitung einer gerichtlichen Reorganisation nach dem Gesetz vom 31. Januar 2009 über die Kontinuität der Unternehmen;

2° im Falle einer absichtlichen oder nicht absichtlichen Übermittlung durch das Unternehmen oder den Projektträger von falschen oder unvollständigen Angaben, was die Auswirkung dieser Angaben auf den Betrag der Beihilfe auch gewesen sein mag, unbeschadet der Strafverfolgungen, die auf die Personen anwendbar sind, die diese Angaben gemacht haben;

3° wenn das Unternehmen innerhalb von drei Jahren nach der Zahlung der Beihilfe die Tätigkeit vollständig oder teilweise ins Ausland verlagert, so dass die Tätigkeiten in der Wallonischen Region eingeschränkt oder eingestellt werden.

**Art. 16 -** Die Regierung kann von Artikel 15 abweichen und die Beihilfe aufrechterhalten:

1° in dem Falle, wo die Nichtbeachtung durch den Projektträger oder das Unternehmen der durch oder kraft des vorliegenden Dekrets vorgeschriebenen Bedingungen auf einen Fall höherer Gewalt zurückzuführen ist, d.h. auf abnormale und unvorhersehbare, von der Person, die sie anführt, unabhängige Umstände, deren Folgen trotz aller getroffenen Maßnahmen nicht verhindert werden konnten;

2° im Falle eines Gesellschaftszusammenschlusses oder einer Spaltung, der Einbringung eines Gesamtvermögens oder eines Wirtschaftszweigs, der Abtretung eines Gesamtvermögens oder eines Wirtschaftszweigs im Sinne von Buch XI des Gesetzbuches über die Gesellschaften, sowie in den Fällen, die im Gesetz vom 31. Januar 2009 über die Kontinuität der Unternehmen angeführt werden, wenn die Wirtschaftstätigkeit des Unternehmens in der Wallonischen Region weitergeführt wird und wenn die neue Einheit ein Unternehmen im Sinne von Artikel 1 Absatz 1 Ziffer 2 ist;

3° in den Fällen, wo der Tatbestand, der eine Rückerstattung veranlasst, nicht auf einen Fehler oder eine vorsätzliche Handlung seitens des Projektträgers, des Unternehmens oder seiner Aktionäre zurückzuführen ist, wobei die Rückzahlung der Zuschüsse nach von ihr bestimmten Kriterien begrenzt wird;

4° indem sie auf die Rückzahlung der gesamten Beihilfe oder eines Teils davon verzichtet, wenn die mit deren Beitreibung verbundenen Kosten höher als deren Betrag ausfallen.

**Art. 17** - Die von der Regierung bestellten Bediensteten der Dienststellen der Regierung oder der Einrichtungen öffentlichen Interesses kontrollieren die Anwendung und Einhaltung des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungsmaßnahmen.

**Art. 18** - Die Regierung übermittelt jährlich, nach vorheriger Stellungnahme des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonie, dem Wallonischen Parlament einen quantitativen und qualitativen Bericht über die Durchführung vorliegenden Dekrets.

Die Regierung lässt alle drei Jahre eine externe Bewertung des vorliegenden Dekrets durch das Wallonische Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik ("Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique") durchführen, deren Ergebnisse dem Wallonischen Parlament und dem Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie mitgeteilt werden.

KAPITEL II — *Die Datenbank aus authentischen Quellen zum integrierten Portfolio für Beihilfen in der Region an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums*

#### *Abschnitt 1 — Allgemeines*

**Art. 19** - Die DBAQ Portfolio Unternehmertum und Wachstum wird gemäß Artikel 7 § 2 des Kooperationsabkommens vom 23. Mai 2013 errichtet.

**Art. 20** - Die Ziele der DBAQ Portfolio Unternehmertum und Wachstum sind:

1° die Erstellung eines vollständigen und ausführlichen Verzeichnisses des Beihilfenportfolios zugunsten der Projektträger und kleinen und mittleren Unternehmen als Entgelt für (Dienst)Leistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums;

2° die Erbringung von Mehrwertdiensten in Verbindung mit der Ergänzung oder Nutzung der Daten dieses Verzeichnisses.

Die DBAQ Portfolio Unternehmertum und Wachstum:

1° verringert die Verwaltungsarbeit im Rahmen des vorliegenden Dekrets;

2° stellt eine Hilfe für die Verwaltung des Portfolios Unternehmertum und Wachstum bereit;

3° stellt eine Hilfe für die Steuerung und Bewertung der unterschiedlichen Maßnahmen in Bezug auf das Portfolio Unternehmertum und Wachstum bereit;

4° verfügt über homogene Daten für die Erstellung von statistischen Analysen in Bezug auf das Portfolio Unternehmertum und Wachstum;

5° fungiert als einzige Dateneingangs-/ausgangsstelle für jeden Zugang zu den authentischen Quellen im Rahmen der DBAQ Portfolio Unternehmertum und Wachstum;

6° ermöglicht es den mit der Betreuung der Projektträger und Unternehmen beauftragten Einrichtungen, ihre Unterstützungs- und Betreuungsdienste zu verbessern, und zwar durch eine bessere Kenntnis der den Projektträgern und Unternehmen gewährten Beihilfen.

**Art. 21** - Das vorliegende Kapitel ist auf jeden Teilnehmer an der DBAQ Portfolio Unternehmertum und Wachstum sowie auf jeden Projektträger, jedes Unternehmen oder jeden Diensteanbieter im Sinne von Artikel 1 anwendbar.

#### *Abschnitt 2 — Die verwalteten Daten und die Aufgaben des Betreibers der DBAQ Portfolio Unternehmertum und Wachstum*

**Art. 22** - Zwecks der Erfüllung seiner Aufgaben benutzt der Betreiber der DBAQ Portfolio Unternehmertum und Wachstum, nachstehend der "Betreiber" genannt, die Nationalregisternummer und die Identifizierungsnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen nach Buch III des Wirtschaftsgesetzbuches.

**Art. 23** - Der Betreiber erzeugt für seine eigene Rechnung Querschnitts- oder authentische Daten in Bezug auf das Portfolio Unternehmertum und Wachstum.

Was die von ihm erzeugten Querschnitts- oder authentischen Daten betrifft, handelt der Betreiber in der Eigenschaft des für die Verarbeitung Verantwortlichen im Sinne der Gesetzgebung über das Privatleben.

**Art. 24** - Die verwalteten Daten beziehen sich auf das Portfolio Unternehmertum und Wachstum und umfassen die Daten in Bezug auf

1° die Einreichung eines Antrags, wie z.B. die betroffenen Themenfelder, das Datum des Antrags oder den gefassten Beschluss;

2° die Zertifizierung oder die Zulassung der Diensteanbieter, wie z.B. die Art des Beschlusses, das Datum des Wirksamwerdens oder das Fälligkeitsdatum;

3° die gewährten Beihilfen, wie z.B. die Art der Dienstleistungen, den gedeckten Zeitraum oder den gewährten Betrag;

4° die Identifizierung der Projektträger, wie z.B. deren Personalien, das Datum für den Anfang und das eventuelle Ende des elektronischen Portfolios;

5° die Identifizierung der Unternehmen, die z.B. die Identifizierungsnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen, den Gesellschaftsnamen, das Sozialstatut, den Namen des Verwalters, den Gesellschaftssitz, die Betriebseinheiten;

6° die Identifizierung der Diensteanbieter, die z.B. die Identifizierungsnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen, den Gesellschaftsnamen, das Sozialstatut, den Namen des Verwalters, den Gesellschaftssitz, die Betriebseinheiten, die erhaltenen Beihilfen.

**Art. 25** - Als einzige Datenausgangsstelle teilt der Betreiber unter Beachtung der Bestimmungen des Kooperationsabkommens vom 23. Mai 2013 den öffentlichen Behörden, die einen entsprechenden Antrag stellen, die Daten in Bezug auf die DBAQ Portfolio Unternehmertum und Wachstum mit.

**Art. 26** - Bei Abänderungen des vorliegenden Dekrets, die Auswirkungen auf die Daten haben, wird der Betreiber darüber informiert.

Der Betreiber kann innerhalb einer Frist von dreißig Kalendertagen nach dem Empfang der vollständigen Akte eine beratende Stellungnahme abgeben.

**Art. 27** - Der Betreiber kann zugunsten der öffentlichen Behörden zusätzliche Dienstleistungen erbringen, wie die Aggregation, Konsolidierung, Codierung oder Anonymisierung von Daten, die aus authentischen Quellen stammen oder nicht.

**Art. 28** - Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Zusammenarbeit und Konzertierung des Betreibers mit den Teilnehmern an der DBAQ Portfolio Unternehmertum und Wachstum, was deren strategische und operative Verwaltung betrifft.

**Art. 29** - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt die Regierung jährlich dem Betreiber die zur Verwaltung der DBAQ Portfolio Unternehmertum und Wachstum notwendigen Mittel.

Diese Mittel decken:

1° die Personalausgaben;

2° die Funktionskosten, einschließlich der Kosten für Entwicklungen und für den spezifischen IT-Betrieb.

#### *Abschnitt 3 — Schutz der personenbezogenen Daten*

**Art. 30** - § 1. Die verarbeiteten Daten dürfen nicht länger als zehn Jahre ab ihrer Sammlung aufbewahrt werden.

§ 2. Der Betreiber bewahrt das Zugangsregister zu den Daten während eines Zeitraums von zehn Jahren.

Die Regierung kann die Modalitäten für die Aufbewahrung der Daten näher bestimmen.

§ 3. Die in den Paragraphen 1 und 2 vorgesehenen Fristen werden im Falle eines Gerichtsverfahrens oder einer Verwaltungsklage betreffend vom Betreiber verarbeitete Daten ausgesetzt, bis keine Beschwerdemittel mehr bestehen.

§ 4. Die Paragraphen 1 bis 3 finden keine Anwendung auf die anonymisierten Daten.

**Art. 31** - Jede Person, die aufgrund ihres Amtes an der Sammlung, Konsultierung, Mitteilung, Benutzung oder jeglicher Verarbeitung von Daten teilnimmt, die kraft gesetzlicher oder verordnungsrechtlicher Bestimmungen durch das Berufsgeheimnis gedeckt sind, beachtet diese gesetzlichen oder verordnungsrechtlichen Bestimmungen im Rahmen der Verarbeitung dieser Daten.

Jede Person, die unter den Teilnehmern am Portfolio Unternehmertum und Wachstum oder innerhalb des Betreibers, aufgrund ihres Amtes, über das Netz der Teilnehmer oder des Betreibers an der Sammlung, Konsultierung, Mitteilung, Benutzung oder jeglicher Verarbeitung von Daten teilnimmt, ist verpflichtet, den vertraulichen Charakter der Daten aufrechtzuerhalten.

#### *KAPITEL III — Abänderungsbestimmungen*

**Art. 32** - Artikel 8 des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe wird aufgehoben.

**Art. 33** - Artikel 9 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, wird aufgehoben.

#### *KAPITEL IV — Schlussbestimmungen*

**Art. 34** - Das Dekret vom 11. Juli 2002 über die Gewährung einer Prämie für die Einführung des E-Business in die Klein- und Mittelbetriebe, abgeändert durch das Dekret vom 20. Juli 2005 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006, wird aufgehoben.

**Art. 35** - Das Dekret vom 15. Juli 2008 zur Förderung der Schaffung von Aktivitäten mittels Vorstartbeihilfen und zur Unterstützung der Innovation in Unternehmen mittels Innovationsbörsen, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, wird aufgehoben.

**Art. 36** - Alle vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets im Rahmen der in den Artikeln 32, 33, 34 und 35 genannten Dekrete gewährten Beihilfen unterliegen weiterhin den Bestimmungen der in den Artikeln 32, 33, 34 und 35 genannten Dekrete.

**Art. 37** - In Abweichung von Artikel 10 bleiben die Diensteanbieter, die im Rahmen der in Artikel 33, 34 und 35 genannten Dekrete oder durch öffentliche Einrichtungen für im integrierten Beihilfenportfolio aufgenommene Dienstleistungen zugelassen, zertifiziert oder anerkannt sind, während der von der Regierung bestimmten Übergangszeit weiterhin zugelassen, zertifiziert oder anerkannt.

**Art. 38** - Das vorliegende Dekret tritt am 1. März 2017 in Kraft.

Die Regierung kann für jede seiner Bestimmungen ein Inkrafttredatum festlegen, das vor dem in Absatz 1 genannten Datum liegt.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 21. Dezember 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten,  
Tourismus und Flughäfen, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

(1) Sitzungsperiode 2016-2017

Dokumente des Wallonischen Parlaments 630 (2016-2017) Nrn. 1 bis 5.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom

Diskussion

Abstimmung



## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/206576]

**21 DECEMBER 2016. — Decreet houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt

**HOOFDSTUK I. — Tegemoetkomingen via een in het Waalse Gewest geïntegreerde steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei**

*Afdeling 1. — Begripsomschrijvingen*

**Artikel 1. § 1.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° projectontwikkelaar : natuurlijke persoon of groep van natuurlijke personen die

a) ofwel een project indient, uitgewerkt of waarvan de beginselen zijn uitgewerkt door een natuurlijke persoon of een groep van natuurlijke personen, dat zou kunnen resulteren in de oprichting van een onderneming in elk activiteitsgebied, onder uitsluiting van de uitgesloten sectoren krachtens Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun, hierna de "de minimis-verordening" genoemd;

b) ofwel een project indient voor de overname van een micro-, kleine of middelgrote onderneming waarvan de bedrijfszetel, namelijk de vestigingseenheid zoals bedoeld in artikel I.2, 16°, van het Wetboek van Economisch Recht, op het grondgebied van het Waalse Gewest gelegen is;

c) geen activiteiten uitoefent vallend onder sectoren of delen van sectoren, uitgesloten door de Regering;

g) niet de hoedanigheid heeft van zelfstandige in hoofdberoep;

2° onderneming : elke natuurlijke of rechtspersoon, ongeacht de rechtsvorm ervan, die een economische activiteit uitoefent, waarbij aangemerkt wordt dat overeenkomstig de *de minimis*-verordening, alle entiteiten die onder de zeggenschap staan van dezelfde entiteit, als één onderneming dienen te worden beschouwd die:

a) uitgezonderd de natuurlijke personen, een micro-, kleine of middelgrote onderneming is zoals bedoeld in bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

b) te rekenen van de datum van indiening van de steunaanvraag een hoofdbedrijfszetel in het Waalse Gewest heeft, waarbij de hoofdbedrijfszetel de zetel is die, de onderneming als geheel in aanmerking genomen, de meeste werknemers telt;

c) voldoet aan de wettelijke bepalingen die haar activiteit regelen, alsook aan de fiscale, sociale en milieuwetgevingen en regelgevingen of verbindt zich ertoe orde op zaken te stellen met inachtneming van de modaliteiten en termijnen waarin de bevoegde administratie voorziet;

d) niet onder de uitgesloten sectoren valt, bepaald bij de *de minimis*-verordening, behoudens uitzondering omschreven door de Regering;

e) geen eisbare schuld heeft ten opzichte van het Waalse Gewest of een door het Waalse Gewest gesubsidieerde rechtspersoon, behalve indien er een behoorlijk nageleefd aanzuiveringsplan bestaat;

f) niet het voorwerp uitmaakt van een bevel tot recuperatie na een beslissing van de Europese Commissie waarin steun die zij ontvangen heeft met de gemeenschappelijke markt onwettig en onverenigbaar wordt verklaard;

3° micro-onderneming : elke onderneming die minder dan tien personen tewerkstelt en waarvan de jaarlijkse omzet of het jaarlijks balanstotaal 200.000 euro niet overschrijdt, waarbij de eventuele berekeningen van die gegevens de regels volgen bepaald bij bijlage I van Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

4° starter : elke kmo die ingeschreven is bij de Kruispuntbank van Ondernemingen sedert minder dan vijf jaar op het ogenblik van de creatie van het elektronische portfolio op naam van de onderneming op het "Plateforme P.M.E.", die niet voortvloeit uit een concentratie, met uitzondering van de kmo's die activiteiten hebben overgenomen die vroeger door een andere onderneming waren uitgeoefend;

5° jaar : periode tussen 1 januari en 31 december ;

6° webplatform : de webtoepassing voor het beheer van het steunportfolio die toegankelijk is via de website beheerd volgens de regels bepaald door de Regering;

7° dienstverlener : natuurlijke persoon met ondernemingsnummer of rechtspersoon die gelabeld of erkend is voor dienstverlening ter bevordering van het ondernemerschap of de groei overeenkomstig de bepalingen vastgesteld bij of krachtens dit decreet;

8° groeitrajecten van een onderneming : de (re)oriëntatietrajecten van een onderneming, uitgevoerd om er de groei van te versnellen;

9° databank authentieke bronnen portfolio Ondernemerschap en Groei: databank uit authentieke bronnen in verband met het elektronische portfolio, georganiseerd bij afdeling 2 van dit hoofdstuk, zoals omschreven in artikel 2, 2°, van het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap over het opstarten van een gemeenschappelijk initiatief om gegevens te delen en over het gemeenschappelijk beheer van dit initiatief, hierna "het samenwerkingsakkoord";

10° persoonsgegevens : gegeven zoals omschreven in artikel 1, § 1, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levensfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

11° overkoepelend gegeven : gegeven dat gebruikt wordt of bruikbaar is door meerdere regelingen;

12° specifiek gegeven : gegeven dat gebruikt wordt of bruikbaar is door één enkele regeling;

13° deelnemer aan de databank authentieke bronnen portfolio Ondernemerschap en Groei: elke overheidsinstelling van het Waalse Gewest, duidelijk door de Regering vermeld, die één of meerdere authentieke bronnen of gegevensbronnen ter beschikking stelt van de databank authentieke bronnen portfolio Ondernemerschap en Groei;



14° beheerder : de dienst die de Regering aanduidt om de databank authentieke bronnen portfolio Ondernemerschap en Groei te beheren.

In afwijking van lid 1, 2°, wordt een vereniging zonder winstoogmerk niet als onderneming in de zin van dit decreet beschouwd. De Regering kan evenwel volgens de door haar bepaalde criteria en nadere regels de verenigingen zonder winstoogmerk met een economisch karakter toelaten om voor deze regeling in aanmerking te komen.

§ 2. Een natuurlijke persoon, of een groep van natuurlijke personen, die een economische activiteit opstart en ontwikkelt en tegelijk in aanmerking komt voor een geïndividualiseerde begeleiding en gebundelde diensten, uitgevoerd door een rechtsstructuur waarmee een arbeidsovereenkomst is vastgelegd of waarin de persoon of personen vennoot of vennoten kan of kunnen worden, wordt eveneens als projectontwikkelaar beschouwd.

§ 3. De Regering kan :

1° het begrip projectontwikkelaar verduidelijken;

2° de criteria voor de omschrijving van de onderneming aanpassen om ervoor te zorgen dat dit decreet in overeenstemming is met de Gemeenschapsregels goedgekeurd als bepalingen van de artikelen 107 tot en met 108 van het verdrag tot instelling van de Europese Gemeenschap;

3° de criteria van de groeitrajecten van een onderneming bepalen en de nadere controleregels organiseren om te bepalen of een onderneming die criteria bereikt;

4° de criteria nader bepalen om na te gaan of de ondernemingen in aanmerking komen.

**Art. 2.** De Regering bepaalt de nadere regels waarmee, in voorkomend geval, automatisch aangetoond kan worden dat een micro-, een kleine of een middelgrote onderneming aan het begrip onderneming voldoet bij de indiening van een steunaanvraag.

De onderneming wordt ervan vrijgesteld, de nodige gegevens waarmee ze haar statuut aantoot, over te maken als de gegevens toegankelijk zijn via authentieke bronnen.

#### *Afdeling 2. — Steunportfolio*

**Art. 3.** Bij de eerste steunaanvraag wordt er een elektronisch portfolio aangemaakt op naam van de projectontwikkelaar of de onderneming om de elektronische verwerking van die aanvragen mogelijk te maken.

Het elektronische portfolio is een gedematerialiseerd elektronisch betaalmiddel om via elektronische chèques diensten te vergoeden, verricht door de dienstverleners, om het ondernemerschap of de groei te bevorderen, namelijk met het oog op het tot stand brengen van een toegevoegde waarde voor de Waalse economie, met name in termen werkgelegenheidscreatie of -behoud in het Waalse Gewest of in termen van ontwikkeling van de productie van goederen of diensten in het Waalse Gewest of in termen van innovatie.

**Art. 4.** § 1. De steun uit het elektronische portfolio van de projectontwikkelaar is georganiseerd rond de volgende dienstenpijlers ter bevordering van het ondernemerschap en de groei :

1° vorming : de vorming gevolgd door de projectontwikkelaar bij een dienstverlener, waarbij uitsluitend of voornamelijk de verbetering beoogd wordt van de huidige of toekomstige werking van de projectontwikkelaar of waarbij de sleutelprocessen voor de ontwikkeling van een project tot doel gesteld worden;

2° adviesverlening : adviesverlening door een dienstverlener, waarbij uitsluitend of voornamelijk beoogd worden :

a) de projectontwikkelaar helpen zijn project beter te omschrijven;

b) de haalbaarheid van het project nagaan;

3° coaching : een vorm van begeleiding van de projectontwikkelaar door een dienstverlener om de persoonlijke doeltreffendheid van de projectontwikkelaar of van een groep projectontwikkellende personen te verbeteren.

De adviesverlening bedoeld onder 2° kan bestaan uit :

1° schriftelijke aanbevelingen en adviezen, samengesteld uit een analyse van de problematiek, een advies, een uitvoeringsplan en begeleiding bij de uitvoering van het plan;

2° schriftelijke adviezen en aanbevelingen om projectgerelateerde kansen en oplossingen aan te duiden, in kaart te brengen en te onderzoeken.

§ 2. De steun uit het elektronische portfolio van de onderneming is georganiseerd rond de volgende dienstenpijlers ter bevordering van het ondernemerschap en de groei :

1° vorming : de vorming gevolgd door de werknemers in de onderneming of de bedrijfsleider bij een dienstverlener, waarbij uitsluitend of voornamelijk de verbetering beoogd wordt van de huidige of toekomstige werking van de onderneming of waarbij de sleutelprocessen van de onderneming tot doel gesteld worden;

2° adviesverlening : adviesverlening door een dienstverlener, waarbij uitsluitend of voornamelijk beoogd worden :

a) de onderneming helpen haar project beter te omschrijven;

b) de haalbaarheid van het project nagaan;

c) de huidige of toekomstige werking van de onderneming verbeteren;

3° coaching : een vorm van begeleiding van de onderneming door een dienstverlener om de persoonlijke doeltreffendheid van de werknemer of van een groep werknemers te verbeteren.

De adviesverlening bedoeld onder 2° kan bestaan uit :

1° schriftelijke adviezen en aanbevelingen, samengesteld uit een analyse van de problematiek, een advies, een uitvoeringsplan en begeleiding bij de uitvoering van het plan;

2° schriftelijke adviezen en aanbevelingen om ondernemingsgerelateerde kansen en oplossingen aan te duiden, in kaart te brengen en te onderzoeken;

3° een onderzoeksactiviteit door een dienstverlener met als doel kennis te verstrekken aan de onderneming als antwoord op een specifieke vraag naar technologische kennis met betrekking tot een product, proces of dienst, waarbij kennisoverdracht op het vlak van innovatie die de onderneming tot nu toe niet had of onvoldoende beheerste, tot stand komt.

§ 3. De Regering kan de omschrijving van de dienstenpijler ter bevordering van het ondernemerschap of de groei voor de projectontwikkelaars en de ondernemingen nader bepalen.

§ 4. Elke steun die krachtens dit decreet wordt toegekend, wordt opgenomen in de jaarrekeningen van de onderneming.

## Afdeling 3. — Bedrag en intensiteit van de steun

**Art. 5. § 1.** De *de minimis*-verordening is van toepassing op de steun uit het elektronische portfolio, behoudens voor de vormen van steun uit dit decreet die niet bij bedoelde verordening beoogd worden.

De Regering kan de verwijzing naar de *de minimis*-verordening aanpassen, om ervoor te zorgen dat dit decreet in overeenstemming is met de Gemeenschapsregels goedgekeurd als bepalingen van de artikelen 107 tot en met 108 van het verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

§ 2. De Regering licht de projectontwikkelaar of de onderneming in over het *de minimis*-karakter van de steun uit het elektronische portfolio die onder het toepassingsgebied van bedoelde Verordening valt.

Zolang er geen authentieke gegevensbron over de *de minimis*-steun is ingevoerd, verstrekken de onderneming of de projectontwikkelaar de Regering volgens de door laatstgenoemde bepaalde nadere regels volledige informatie over de andere *de minimis*-steun dan die, beoogd bij dit decreet, die ze gekregen hebben.

**Art. 6. § 1.** De steun uit het elektronische portfolio wordt in de vorm van een subsidie toegekend, berekend als een percentage in aanmerking komende kosten, behoudens belasting over de toegevoegde waarde, van de diensten ter bevordering van ondernemerschap en groei.

Kosten voor volgende prestaties of diensten komen niet in aanmerking :

1° de vergoeding voor prestaties van de projectontwikkelaar of het personeel van de onderneming of andere leden van de onderneming, of de vergoeding voor producten of diensten die de projectontwikkelaar of de onderneming aan zijn eigen klanten verkoopt;

2° de bij wet verplichte diensten;

3° de adviezen van permanente of periodieke aard, zoals routinematig fiscaal advies, regelmatige diensten van juridische aard, evenals routinematig advies inzake personeelsselectie en -werving of publiciteit;

4° advies of diensten inzake het zoeken en toegekend krijgen van subsidies;

5° niet-gespecialiseerd advies.

De Regering bepaalt :

1° de soorten kosten die in aanmerking komen voor de pijlers van het elektronische portfolio van de projectontwikkelaar of van de onderneming;

2° dezelfde in aanmerking komende kosten, al dan niet terugkerend, en de termijnen tussen diezelfde diensten;

3° het tijdsbestek waarin de dienstverlening moet verricht worden.

§ 2. Behoudens uitzondering, bepaald door de Regering wanneer het steunbedrag lager is dan tienduizend euro, bedraagt de steun hoogstens tachtig percent van het bedrag van de in aanmerking komende kosten.

De Regering bepaalt het percentage van de steun voor elke in aanmerking komende kost en kan dat percentage voor de ondernemingen tegen de volgende voorwaarden aanpassen :

1° voor een starter, een micro-onderneming, een kleine of een middelgrote onderneming;

2° voor een onderneming in een groeitraject;

3° in functie van de prioriteiten van het economisch beleid.

**Art. 7. § 1.** Het maximumbedrag, toegekend aan een projectontwikkelaar voor de uitvoering van diensten over drie jaar bedraagt 37.500 euro, waarbij genoemd bedrag door de Regering over de pijlers van het elektronische portfolio verspreid wordt.

De Regering kan het in lid 1 bedoelde maximumbedrag indexeren, rekening houdend met de indexcijfers van de consumptieprijzen.

De Regering kan eveneens een aanvullend bedrag toekennen ten bedrage van maximum 6.000 euro voor een projectontwikkelaar als deze bepalend is voor de daadwerkelijke oprichting van de onderneming.

§ 2. Voor elke in aanmerking komende kost bepaalt de Regering het maximumbedrag van de toegekende subsidie.

Daarnaast bepaalt de Regering het maximumbedrag van de per jaar aan een onderneming toegekende subsidies, evenals de verspreiding van dat bedrag over de pijlers van het elektronische portfolio, waarbij dat bedrag opgesplitst kan worden over de verschillende aanvragen, ingediend tijdens datzelfde jaar.

De Regering kan het in lid 1 bedoelde bedrag voor de onderneming aanpassen tegen volgende voorwaarden :

1° voor een starter, een micro-onderneming, een kleine of een middelgrote onderneming;

2° voor een onderneming in een groeitraject;

3° in functie van de prioriteiten van het economisch beleid.

De Regering kan het in lid 1 bedoelde bedrag verminderen in functie van haar beleidsprioriteiten.

**Art. 8.** De steun, toegekend in het kader van dit decreet, is niet cumuleerbaar met andere steun, ongeacht de bron, de vorm en het doel ervan, met betrekking tot dezelfde in aanmerking komende kosten als, door die optelling, de maximumbedragen bepaald overeenkomstig de cumulregels van de *de minimis*-verordening overschreden zou worden.

De steun bepaald bij dit decreet mag samengevoegd worden met de steun uit de Europese structuurfondsen en Europese investeringen.

**Art. 9. § 1.** Behoudens uitzondering vastgesteld door de Regering komt de onderneming waarvan de hoofdactiviteit op de datum van indiening van de steunaanvraag onder de domeinen beoogd door de Regering valt, in aanmerking voor steun uit het elektronische portfolio.

De hoofdactiviteit is de activiteit die als activiteit geregistreerd is in de Kruispuntbank der Ondernemingen en die het hoofdbestanddeel van de omzet vormt.

§ 2. De Regering bepaalt de sectoren of delen van sectoren nader, die toegelaten worden voor het voordeel van de steun uit dit decreet.

*Afdeling 4. — Labeling of erkenning van de dienstverleners*

**Art. 10.** § 1. Om één of meerdere prestaties, beoogd bij het elektronische portfolio, te kunnen uitvoeren, moet een dienstverlener gelabeld of bij ontstentenis erkend zijn.

De Regering kan bepaalde prestaties voorbehouden voor specifieke dienstverleners of enkel voor natuurlijke personen, gevestigd als dienstverleners.

§ 2. De Regering bepaalt de voorwaarden, criteria, vrijstellingen en nadere regels voor labeling van de dienstverstrekkers.

In dat verband kan de Regering volgens de nadere regels die zij bepaalt een referentiecentrum erkennen en subsidiëren die belast is met bijstandsverlening bij de labeling van de dienstverleners.

Een groep dienstverleners, al dan niet samengebracht onder éénzelfde juridische structuur, kan gelabeld worden wanneer een verzameling diensten ter bevordering van het ondernemerschap en de groei aangeboden wordt.

§ 3. In de gevallen bepaald door de Regering en volgens de door haar vastgestelde nadere regels, worden de dienstverleners erkend voor één of meerdere diensten uit het elektronische portfolio.

De erkenning is gelijkwaardig aan de labeling bedoeld in paragraaf 2.

**Art. 11.** De gelabelde of erkende dienstverleners worden op het webplatform geregistreerd volgens de nadere regels vastgesteld door de Regering.

*Afdeling 5. — Procedure*

**Art. 12.** De Regering bepaalt de inhoud van de steunaanvraag, de nadere regels voor de elektronische behandeling van de steun en de betaling ervan.

*Afdeling 6. — Controle en inning*

**Art. 13.** Met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie jaar en met een geldboete van 10 tot 250 euro of met één van deze straffen alleen worden gestraft, diegenen die de opdracht van de personeelsleden belast met de controle op dit decreet en de uitvoeringsbepalingen ervan verhinderen of die moedwillig onjuiste of onvolledige inlichtingen of stukken voorleggen.

**Art. 14.** Bij niet-naleving van de verplichtingen uitgevaardigd bij of krachtens dit decreet en onverminderd de bepalingen van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheden, kan de Regering volgens de modaliteiten die zij bepaalt :

1° de steunaanvraag opschorten voor een termijn die de onderneming of de projectontwikkelaar in staat stelt om zich in overeenstemming te brengen met de niet ingevulde verplichtingen;

2° de aangevraagde steun weigeren of nietig verklaren;

3° de steun geheel of gedeeltelijk in verhouding brengen tot de vastgestelde inbreuken, daaronder inbegrepen als de steun geen toegevoegde waarde voor de Waalse economie heeft betekend;

4° de beslissing tot toekenning van de steun intrekken en van de onderneming of de projectontwerper de terugbetaling van de steun, deel of geheel, eisen;

5° de projectontwikkelaar, de onderneming of de dienstverlener van de elektronische portfolio uitsluiten tijdens een bepaalde duur;

6° de labeling of erkenning van de dienstverlener intrekken;

7° de onderneming uitsluiten van elke collectieve actie die de subsidiërende overheid organiseert, tot aan de terugbetaling van de steun.

De Regering bepaalt de voorwaarden en nadere regels voor de controle en stelt de procedure voor de terugvordering van de onverschuldigd uitbetaalde steun vast.

De diensten van de Waalse Regering of de openbare instellingen die ervan afhangen, evenals de publiekrechtelijke maatschappijen die de Regering aanwijst, verrichten de inning bij elk rechtsmiddel.

**Art. 15.** De steun wordt niet toegekend of wordt terugbetaald :

1° in geval van faillissement, ontbinding of vrijwillige dan wel gerechtelijke vereffening van de onderneming of van opening van een procedure van gerechtelijke reorganisatie zoals bepaald bij de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen;

2° in geval van al dan niet bewuste verstrekking door de onderneming of de promotor van onjuiste of onvolledige inlichtingen ongeacht het effect van die inlichtingen op het bedrag van de steun, onverminderd de strafrechtelijke vervolging van de personen die die inlichtingen verstrekt zouden hebben;

3° in geval van totale of gedeeltelijke delocalisering van de activiteit naar het buitenland binnen de drie jaar na storting van de steun aan de onderneming, met als gevolg een vermindering of een staking van de activiteiten in het Waalse Gewest.

**Art. 16.** De Regering kan van artikel 15 afwijken en de steun instandhouden :

1° in het geval waarin de niet-naleving, door de projectontwikkelaar of de onderneming, van de voorwaarden bedoeld bij of krachtens dit decreet toe te schrijven is aan abnormale en onvoorziene omstandigheden die vreemd zijn aan diegene die ze inroept en waarvan de gevolgen onvermijdelijk blijken te zijn ondanks alle gedane inspanningen;

2° in het geval van fusie of splitsing van ondernemingen, inbreng van een algemeenheid of bedrijfstak, afstand van algemeenheid of bedrijfstak, bedoeld in boek XI van het Wetboek van vennootschappen, evenals in de gevallen bedoeld in de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen, indien de economische activiteit van de onderneming in het Waalse Gewest verdergezet wordt en indien de nieuwe entiteit een onderneming is in de zin van artikel 1, lid 1, 2°;

3° in de gevallen waarin de feiten die tot teruggave aanleiding geven, niet ontstaan zijn uit een fout of een vrijwillige handeling van de projectontwikkelaar, de onderneming of de aandeelhouders, door de terugbetaling van de subsidies te beperken volgens de criteria die zij bepaalt;

4° door geheel of gedeeltelijk af te zien van de terugbetaling van de subsidies indien de kostprijs verbonden aan die terugvordering hoger is dan de terug te vorderen bedragen.

**Art. 17.** De personeelsleden van de diensten van de Regering of de openbare instellingen aangewezen door de Regering gaan na of dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan toegepast en in acht genomen worden.

**Art. 18.** De Regering dient jaarlijks na advies van de Sociaal-Economische Raad van Wallonië een kwantitatief en kwalitatief verslag in bij het Waals Parlement over de uitvoering van dit decreet.

Elke drie jaar gaat de Regering via het Waals Instituut voor Evaluatie, Prospectief Onderzoek en Statistiek over tot een externe evaluatie van dit decreet waarvan de resultaten aan het Waals Parlement en aan de Sociaal-Economische Raad van Wallonië medegedeeld worden.

**HOOFDSTUK II.** — *Databank van authentieke bronnen geïntegreerde steunportfolio in het Waalse Gewest aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei*

*Afdeling 1.* — Algemeen

**Art. 19.** Overeenkomstig artikel 7, § 2, van het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013 wordt de databank van authentieke bronnen portfolio Ondernemerschap en Groei opgericht.

**Art. 20.** De databank authentieke bronnen portfolio Ondernemerschap en Groei strekt tot het volgende :

1° een volledige en gedetailleerde inventaris samenstellen van de portfolio van steungelden voor projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de prestaties of diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei;

2° diensten met toegevoegde waarde verlenen voor het invoeren of benutten van gegevens van die inventaris.

De databank authentieke bronnen portfolio Ondernemerschap en Groei :

1° vermindert de administratieve lasten in het kader van dit decreet;

2° verstrekt bijstand bij het beheer van de portfolio Ondernemerschap en Groei;

3° verstrekt bijstand bij de sturing en de evaluatie van de verschillende maatregelen inzake de portfolio Ondernemerschap en Groei;

4° beschikt over homogene gegevens om statistieke analyses voort te brengen inzake de portfolio Ondernemerschap en Groei;

5° is enig aanspreekpunt voor inkomende en uitgaande informatie bij elke toegang tot de authentieke bronnen die onder de databank portfolio Ondernemerschap en Groei vallen;

6° stelt de instellingen die belast zijn met de begeleiding van projectontwikkelaars en ondernemingen in staat tot het verbeteren van hun steunverlenende en begeleidende diensten door een betere kennis van de steun, toegekend aan projectontwikkelaars of ondernemingen.

**Art. 21.** Dit hoofdstuk is van toepassing op elke deelnemer aan de databank portfolio Ondernemerschap en Groei, evenals op elke projectontwikkelaar, ondernemer of dienstverlener zoals omschreven in artikel 1.

*Afdeling 2.* — De gegevens beheerd door, en de opdrachten van de databank authentieke bronnen Portfolio Ondernemerschap en Groei

**Art. 22.** Voor de uitvoering van zijn opdrachten maakt de beheerder van de databank authentieke bronnen portfolio Ondernemerschap en Groei, hierna de "beheerder" genoemd, gebruik van het Rijksregisternummer en het identificatienummer van de Kruispuntbank der Ondernemingen bedoeld bij boek III van het Wetboek van Economisch Recht.

**Art. 23.** De beheerder maakt voor eigen rekening overkoepelende of authentieke gegevens inzake het portfolio Ondernemerschap en Groei aan.

De beheerder handelt, voor wat betreft de overkoepelende of authentieke gegevens die hij aanmaakt, als verwerker in de zin van de privacywetgeving.

**Art. 24.** De behoorde gegevens betreffen het portfolio Ondernemerschap en Groei en bevatten de gegevens met betrekking tot :

1° de indiening van een aanvraag, zoals de betrokken thematische onderwerpen, de aanvraagdatum of de beslissing;

2° de labeling of de erkenning van de dienstverleners, zoals het type beslissing, de begindatum van inwerkingtreding of de einddatum van de geldigheid;

3° de toegekende steun, zoals het type diensten, de bestreken periode, het toegekende bedrag;

4° de identificatie van de projectontwikkelaars zoals de adresgegevens, eventuele begin- en einddatum van het elektronische portfolio;

5° de identificatie van de ondernemingen, zoals het Kruispuntbanknummer, de naam van de firma, het maatschappelijk statuut ervan, de bestuurder, de maatschappelijke zetel, de vestigingseenheden;

6° de identificatie van de dienstverleners, zoals het Kruispuntbanknummer, de naam van de firma, het maatschappelijk statuut ervan, de bestuurder, de maatschappelijke zetel, de vestigingseenheden, de gekregen steun.

**Art. 25.** De beheerder, als enig aanspreekpunt voor uitgaande informatie, deelt mits inachtneming van de bepalingen van het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013, de gegevens betreffende de databank van authentieke bronnen portfolio Ondernemerschap en Groei aan de aanvraagindienende overheden mee.

**Art. 26.** De beheerder wordt bij wijzigingen van dit decreet die een impact hebben op de gegevens ingelicht.

De beheerder kan niet-bindend advies verlenen binnen de dertig dagen te rekenen van de datum van ontvangst van het volledig dossier.

**Art. 27.** De beheerder kan de publieke overheden bijkomende diensten verlenen, zoals agregatie, consolidering, codering of anonimisering van de gegevens die al dan niet uit authentieke bronnen voortvloeien.

**Art. 28.** De Regering bepaalt de nadere regels voor de samenwerking en het overleg van de beheerder met de deelnemers aan de databank authentieke bronnen portfolio Ondernemerschap en Groei voor wat betreft zijn strategisch en operationeel beheer.

**Art. 29.** Binnen de perken van de begrotingskredieten kent de Regering de beheerder jaarlijks de middelen toe voor het beheer van de databank authentieke bronnen portfolio Ondernemerschap en Groei.

De middelen bestrijken :

1° de personeelskosten;

2° de werkingskosten, met inbegrip van de kosten in verband met de specifieke informatica-ontwikkelingen en benutting.

*Afdeling 3. — Bescherming van de persoonsgegevens*

**Art. 30.** § 1. De verwerkte gegevens mogen niet langer dan tien jaar, te rekenen van de inzameling ervan, bewaard worden.

§ 2. De beheerder bewaart het register voor de toegang tot de gegevens voor een periode van tien jaar.

De Regering kan de nadere gegevens voor het bewaren van gegevens vaststellen.

§ 3. De termijnen bepaald in de paragrafen 1 en 2 worden opgeschort bij een gerechtelijke of administratieve vordering met betrekking tot de gegevens, verwerkt door de beheerder, tot uitdoving van iedere beroepsmogelijkheid.

§ 4. De anoniem gemaakte gegevens worden niet bij de paragrafen 1 tot 3 beoogd.

**Art. 31.** Iedere persoon die wegens zijn functies deelneemt aan de inzameling, de raadpleging, de mededeling, het gebruik of iedere andere verwerking van gegevens die krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen onder het beroepsgeheim vallen, leeft deze wettelijke of reglementaire bepalingen na in het kader van bedoelde gegevensverwerking.

Iedere persoon die onder de deelnemers aan het portfolio Ondernemerschap en Groei of onder de beheerder wegens zijn functies deelneemt aan de inzameling, de raadpleging, de mededeling, het gebruik of iedere andere verwerking van gegevens via het netwerk van de deelnemers of de beheerder, houdt het vertrouwelijk karakter van de gegevens in stand.

*HOOFDSTUK III. — Wijzigingsbepalingen*

**Art. 32.** Artikel 8 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven.

**Art. 33.** In hetzelfde decreet wordt artikel 9, gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, opgeheven.

*HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen*

**Art. 34.** Het decreet van 11 juli 2002 betreffende de toekenning van een premie voor de invoering van e-business in de kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2005 en het regeringsbesluit van 9 februari 2006, wordt opgeheven.

**Art. 35.** Het decreet van 15 juli 2008 betreffende de steunverlening voor het scheppen van activiteit via pre-startpremies en de steunverlening aan ondernemingen door middel van innovatiepremies, laatst gewijzigd bij het decreet van 17 december 2015, wordt opgeheven.

**Art. 36.** Elke steun, toegekend voor de inwerkingtreding van dit decreet in het kader van de decreten bedoeld in de artikelen 32, 33, 34 en 35, blijven onderworpen aan de decreten bedoeld in de artikelen 32, 33, 34 en 35.

**Art. 37.** In afwijking van artikel 10 blijven de dienstverleners die gelabeld of erkend zijn in het kader van de decreten bedoeld in de artikelen 33, 34 en 35 of door openbare instellingen voor diensten opgenomen in het geïntegreerde steunportfolio, erkend of gelabeld gedurende een overgangsperiode die de Regering vastlegt.

**Art. 38.** Dit decreet treedt in werking op 1 maart 2017.

De Regering kan een datum van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de datum bedoeld in lid 1 voor elke bepaling ervan vaststellen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 21 december 2016.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,  
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,  
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

(1) Zitting 2016-2017.

Stukken van het Waals Parlement, 630 (2016-2017) Nrs. 1 tot 5

Volledig verslag, plenaire zitting van

Bespreking.

Stemming.